



# **Avec Philippe Poutou : nos vies, pas leurs profits !**

**Quand Philippe Poutou défend son programme à la télé ou à la radio, cela ne rate jamais. Il y a toujours quelqu'un pour lui rétorquer : n'est-ce pas utopique ?**

**Utopiques**, ces mesures d'urgence pour le monde du travail ? Utopiques, l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes, le partage du temps de travail entre tous jusqu'à ce que tout le monde ait un emploi ? Utopique, qu'il n'y ait pas un seul salaire inférieur à 1 800 euros net ? N'est-ce pas un minimum que d'avoir simplement un emploi et un salaire qui permettent de vivre sans crainte des fins de mois ?

L'utopie, pour certains comme Fillon, les eurodéputés FN ou l'ex-ministre Le Roux... c'est de vivre avec si peu, eux qui offrent des emplois fictifs à leurs proches, avec des salaires bien plus élevés.

## **Utopique, d'exiger l'indispensable ?**

Pour tous ces représentants du système capitaliste, qu'est-ce qui est utopique ? C'est de vouloir en finir avec le chômage et la pauvreté, de vouloir vivre décemment dans un monde qui croule sous les richesses, un monde où huit milliardaires possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population.

## **Utopique, la fin d'un cauchemar ?**

De vouloir en finir avec les guerres au Moyen-Orient et en Afrique dont la rapacité des multinationales, à commencer par les françaises, est en grande partie responsable ?

## **« Et l'argent, vous le trouvez où ? »**

demandent encore les journalistes. Puisque, paraît-il, les caisses de l'État sont vides ! Eh bien, on pourrait regarder du côté de ceux qui les ont vidées. Du côté des 100 à 150 milliards d'aides que l'État verse chaque année au grand patronat, alors que les bénéfices du Cac 40 ont dépassé les 75 milliards l'an passé !

Les travailleurs, quant à eux, pourraient aller mettre leur nez dans les comptes des grands capitalistes comme Bernard Arnault, dont la fortune pèse plus de 40 milliards, amassée par l'exploitation du travail des autres !

Les candidats dits « grands », ceux qui

représentent la minorité des riches, promettent le retour au plein emploi... sans prendre sur les profits ! Ce n'est même pas une utopie. C'est une escroquerie.

## **Ils ont les millions ?**

### **Nous sommes des millions !**

Ils comptent en euros, comptons en travailleurs. Au printemps dernier, le mouvement contre la loi Travail a duré quatre mois, mais une seule fois, et pour un jour seulement, un million de travailleurs sont descendus dans les rues. Ce qu'il nous a manqué, c'est d'être plus déterminés.

En 1968, 35% d'augmentation du salaire minimum paraissait utopique. Pourtant cette augmentation a été arrachée par la grève générale sans que la société s'en porte plus mal. C'est seulement les patrons qui pour une fois, ont dû se serrer la ceinture ! Alors, une grève générale, où nous serions des millions, rendrait réalistes les mesures d'urgence que propose Philippe Poutou.

## **Notre programme, ce ne sont pas des promesses électorales :**

Il y a deux ans, Tsipras a dit aux Grecs : « *votez, je m'occupe du reste !* ». Ce discours délégataire a débouché sur une catastrophe. Aujourd'hui Tsipras, qui était cité comme un modèle par Mélenchon et bien d'autres, continue les politiques d'austérité.

C'est seulement quand nous, qui sommes des millions, commençons à prendre nos affaires en main, que tout ce qui paraissait utopique devient possible. C'est à ce moment qu'on commence à faire peur aux exploités et à leur arracher ne serait-ce qu'une amélioration réelle de nos conditions de vie.

**Votez et faites voter pour Philippe Poutou, ouvrier, candidat du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), pour affirmer les revendications du monde du travail, pour dire que nous sommes nombreux, décidés à les faire aboutir.**

Pour discuter de la candidature de Philippe Poutou, réunion publique :  
**mercredi 12 avril à 20h à Limoges – Cognac - salle Marcel Vardelle**

(espace associatif, 31 rue Marcel Vardelle,  
près du centre commercial Cognac, bus 8 - arrêt Trésaguet)

### **Guyane : vive la grève générale !**

La grève générale est effective en Guyane depuis le lundi 27 mars. Les raisons du mécontentement sont multiples dans cette ancienne colonie esclavagiste où l'État investit des milliards pour faire décoller des fusées à Kourou mais où il n'y a pas d'argent pour satisfaire les besoins élémentaires de la population. 30 % des Guyanais n'ont pas accès à l'électricité ni à l'eau potable, 22,3 % de la population active est au chômage (40 % chez les jeunes), une famille sur deux vit sous le seuil de pauvreté. Les services publics sont en situation catastrophique, le prix des aliments indispensables est le double de la métropole.

Les classes populaires de Guyane ne comptent pas sur les élections pour changer leur vie, avec raison.

L'ampleur du mouvement a obligé le gouvernement à négocier et à lâcher quelques miettes. Ces propositions sont rejetées par la population guyanaise.

Alors qu'on nous a surtout répercuté ici, les revendications des patrons et notables locaux, les travailleurs en grève pourraient bien faire entendre dans les jours qui viennent, bien plus fort, leurs propres revendications sociales.

### **Exproprier les banques ?**

«*Qui est le plus grand criminel : celui qui vole une banque ou celui qui en fonde une ?* », interrogeait l'auteur de théâtre Bertolt Brecht. Très bonne question...

Le système économique capitaliste s'est construit pour profiter aux plus riches. Les grandes banques sont un élément clef des stratégies qui permettent aux plus riches et aux multinationales d'échapper à l'impôt (Panama Papers).

Oxfam vient de publier une nouvelle étude sur le rôle tenu par les paradis fiscaux dans les activités des 20 plus grandes banques européennes. Le constat est clair : 1/4 de leurs bénéfices est enregistré dans un paradis fiscal, soit un total de 25 milliards d'euros pour la seule année 2015.

Les banques se vantent d'avoir des activités utiles à l'économie. Oui, quelques-unes... mais ce ne sont pas les plus rentables. La plupart sont gangrenées par leur rôle dans l'évasion fiscale et par leurs activités spéculatives sur les

marchés financiers qui ont amené à la crise de 2008. Des milliards s'évaporent ainsi.

En France, la perte due à l'évasion fiscale est estimée entre 60 et 80 milliards d'euros, soit plus que le budget de l'Éducation nationale. Décidément, capitalisme et fraude sont intrinsèquement liés, et le système bancaire joue un rôle décisif dans ces circuits opaques. Exproprier les banquiers, socialiser les banques sous le contrôle des salariés et de la population, les mettre au service d'une planification sociale et écologique, c'est une nécessité incontournable.

### **Pour une Europe de solidarité entre les peuples**

Les différentes bourgeoisies européennes ont construit une Europe à leur image, une Europe capitaliste pour servir les intérêts des grands groupes financiers et industriels dans le marché mondial. Et dans cette guerre de concurrence économique pour gagner des parts de marché, ce sont toujours les travailleurs qui payent les pots cassés, quelle que soit leur nationalité.

Oui, il nous faut combattre cette Europe capitaliste pour une autre Europe de solidarité entre les peuples contre l'exploitation et toutes les oppressions.

Mais revenir aux frontières nationales, agiter l'étendard du protectionnisme ne nous protégera pas de la rapacité des capitalistes bien français. Le gouvernement et le patronat français n'ont pas eu besoin de Bruxelles pour nous imposer leur loi Travail !

### **Non aux expulsions !**

La trêve hivernale a pris fin vendredi 31 mars et les expulsions ont repris lundi 3 avril. Des milliers de familles vont se retrouver à la rue.

Entre 2001 et 2015, les décisions judiciaires d'expulsion ont augmenté de 80 % et les expulsions pour défaut de paiement ont augmenté de 24 % en 2015. En cause, les licenciements massifs pratiqués par le patronat et la hausse des loyers. Depuis 1978, les profits de l'immobilier ont été multipliés par 3,4, tandis que les revenus des plus modestes et les aides au logement ont stagné.

Il faut interdire les expulsions. Dans bien des cités ouvrières, la mobilisation des voisins peut s'y opposer.